FACE À LA PLÉTHORE DE CANDIDATS

Les électeurs déroutés

La campagne électorale pour les législatives, arrivant à terme dans quelques jours, ne connaît pas dans sa dernière phase un engouement du public. Une virée sur le terrain nous renseigne sur la menace de l'abstention qui guette les élections législatives prévues pour le 10 mai avec ce qu'elle charrie comme appréhension sur une fraude programmée.

Photo : DR

Quarante-quatre partis politiques et un grand nombre de candidats indépendants en lice pour les législatives croisent le fer pour remporter les 462 sièges de la future Assemblée. Une tâche ardue, quand on voit le manque d'intérêt des populations blasées par les promesses et autres discours creux qui ponctuent les campagnes électorales et qui ne sont jamais suivis d'effet.

Les panneaux d'affichage sont soit désespérément vides ou pleins à craquer selon le quartier où on se trouve. Les badauds ne manquent pas. Ils regardent les affiches, lancent des remarques assassines et repartent en hochant la tête avec dégoût. Les jeunes, quant à eux, laissent libre cours à leur imagination et tournent volontiers en dérision les candidats. Ils n'hésitent pas à griffonner les affiches et à caricaturer certaines têtes de listes en leur ajoutant un grand nez de Pinocchio, des cornes de démons, une barbichette et des moustaches ou écrivent carrément des tags *«el harba tsalek», «el harga»* et ainsi de suite, tout ce qui peut exprimer leurs pensées profondes en quelques mots. Les plus créatifs ont dessiné des graffitis en détournant les slogans des partis de façon ingénieuse.

Certains plaisantins n'ont pas trouvé mieux que de coller l'affiche du gala de l'humoriste Abdelkader Secteur à côté de celles des candidats aux législatives. Une situation ubuesque qui ajoute plus de gouaillerie à la «foire».

Nombre excessif de candidats

Le fait d'avoir augmenté le nombre de sièges en le portant à 462 pourvoir a aiguisé les appétits et encouragé la mentalité rentière, car on ne voit plus que les avantages financiers et autres privilèges liés au statut du parlementaire. Cependant, bien que les gens, généralement ne voient dans la course électorale qu'un moyen d'enrichissent et d'opportunisme politique, d'où l'incrédulité et le scepticisme ambiants, tout le monde ne semble pas détaché de la politique. Si les jeunes marquent leur indifférence d'une manière cocasse, les plus âgés sont plus attentifs, conscients de la gravité du moment. Ils prennent leur temps quand ils s'arrêtent devant les panneaux d'affichage pour tenter de voir un visage familier souvent en vain.

C'est le cas de A. Ouakli, ingénieur de profession. Debout face à un panneau d'affichage implanté derrière l'arrêt de bus de Meissonnier à Alger-Centre, il est dubitatif. Abordé, il nous dit d'emblée : «On est perdu devant toutes ces listes, on ne connaît pas les candidats, à part quelques personnalités comme Louisa Hanoune, Djaballah, Bouchachi, Amar Ghoul ou Amara Benyounès et d'autres personnes qu'on voit à la télé ou sur les journaux, les autres, on ne sait pas d'où ils sortent.» Un vieux monsieur se joint à la discussion et renchérit : «J'ai 64 ans, j'ai passé toute ma vie à Alger et toutes ces têtes, je n'arrive pas à en reconnaître une. Ce sont des inconnus, pour qui, on nous demande de voter, c'est ridicule.»

D'autres personnes vont mettre leur grain de sel. «Regardez, dit l'un d'eux, certains partis ont préféré coller les portraits de leurs chefs pour les mettre en valeur et ils ont délibérément écarté les autres candidats.»

A. Ouakli ajoute en faisant la moue : «On voit le bricolage et le manque de préparation et puis la communication, c'est zéro tant du point de vue du contenu que le contenant. D'abord, les sigles, on ne les distingue pas, les conceptions sont mal faites et les slogans sont redondants. On retrouve sur presque toutes les affiches des messages du genre équité, justice, jeunesse. Ça prête à confusion. Et puis on remarque qu'il y a beaucoup de femmes en *hidjab,* et on se demande où sont planqués les barbus alors qu'on sait qu'il y a des partis islamistes en compétition. On n'arrive pas à les différencier des autres. Je trouve qu'il y a trop de partis, et quand je vois tout ces candidats, je reste incrédule quant à leur capacités.»

Entorses au code électoral

Cette réalité nous renvoie à nous interroger sur les atteintes faites au nouveau code électoral. Il s'avère que beaucoup de candidats et chefs de parti n'en font qu'à leur tête en bafouant les règles les plus élémentaires. L'article 71 relatif aux dispositions communes aux élus, de la loi organique du 12 janvier 2012 portant régime électoral est sans équivoque. Il stipule que «la déclaration de candidature résulte du dépôt, au niveau de la wilaya, d'une liste répondant aux conditions légales. Cette déclaration, faite collectivement, est présentée par un des candidats figurant sur la liste.

Cette déclaration, signée par chaque candidat, comporte expressément : les nom, prénom(s), surnom éventuel, sexe, date et lieu de naissance, profession, adresse personnelle et le niveau d'instruction de chaque candidat et suppléant et l'ordre de présentation de chacun d'eux sur la liste, le nom du ou des partis pour les listes présentées sous l'égide d'un parti politique, le titre de la liste, concernant les candidats indépendants, la circonscription électorale à laquelle elle s'applique, la liste comporte en annexe le programme qui sera développé durant la campagne électorale».

Ces informations sur les candidats doivent être portées sur les affiches mais elles ne sont pas respectées dans leur intégralité. Quant au programme, on n'a pas vu grand monde le décliner durant la campagne qui tire à sa fin. Parmi les constatations qu'on peut faire, on citera les dimensions des affiches qui sont irrégulières et non uniformisées, les renseignements sur les candidats sont incomplets. Beaucoup d'affiches manquent d'information ayant trait à l'âge et au niveau d'instruction.

Certains candidats sont inscrits en tant que présidents d'APC ou encore présidents d'association, on se demande depuis quand les associations sont devenus des entreprises et l'activité associative une profession.

D'autres entorses gravissimes relèvent de l'éthique et de la déontologie constatées par la commission de Mohamed Seddiki comme l'utilisation de l'image du président de la République durant les meetings ou carrément la réappropriation de son programme présidentiel sans oublier l'usage des attributs et des biens de l'Etat et la propagande électorale sur les chaînes de télévisons privées.

Retour à la case départ

La profusion de partis ressemble étrangement à la période post 5 octobre 1988 de par la flopée de formations politiques qui ont animé la scène nationale de l'époque avec l'avènement de l'ouverture et du pluralisme. On ne peut évoquer les réformes présentes sans faire l'analogie avec cette période cruciale qu'a connue l'Algérie.

Beaucoup de partis de l'époque ont été le fruit de dissidences et de démissions opérées sur le vieux parti. Ils ont fini par s'auto dissoudre, comme ce sera le cas pour certains nouveaux partis, résultant de scission, de divisions et de subdivisions. Ils seront appelés à disparaître s'ils n'ont le souffle long.

A ce propos, il est notoirement connu que Abassi Madani, le président du parti dissous, n'était plus ni moins qu'un transfuge du FLN. Mais à l'époque, les gens faisaient confiance à la politique et croyaient au changement avant de déchanter quand le terrorisme s'est installé pendant une décennie suite à l'arrêt du processus électoral. La fraude qui hante les partis a toujours existé au plus fort moment des réformes et de la volonté de changement. Les leaders de l'ex-FIS qui jouissent de confort et de tribunes à l'étranger se font passer pour des victimes alors qu'ils ont ostensiblement recouru à la fraude. En témoigne le rapport du FLN, publié sur ses organes de presse, confisqués par l'Etat depuis, qui sont *El Moudjahid* et *Echaâb*. Ce rapport n'a jamais été pris en compte et a été sciemment mis dans les tiroirs. Ce qui rend la question de la légitimité récurrente et elle se posera sans doute aux prochaines élections. Cette parenthèse fermée, ce qui frappe l'esprit dans la campagne électorale actuelle est le personnel politique.

Par Nadia Salemi

Les profils ont changé. Les avocats, les cadres, les commerçants et les entrepreneurs sont en force. Selon le sociologue Nasser Djabi : «Les réformes politiques actuelles ont été décidées sous la pression de l'extérieur. C'est pour cela qu'on assiste au désordre politique dans lequel le citoyen ne se retrouve pas. Cette situation ressemble à la période des années 1990 où on a ouvert la porte à tout-va. Le pouvoir a verrouillé le jeu pendant 15 ans pour attendre les derniers jours avant le démarrage de la campagne électorale pour accorder les agréments. Mais on s'interroge pourquoi il y a exclusion de certaines personnalités politiques comme Sid Ahmed Ghozali et Ahmed Taleb Ibrahimi qui eux sont des acteurs politiques connus. Ce qui a donné lieu à la mauvaise préparation des candidats, leur manque de formation et d'expérience de gestion politique, absence d'un vrai programme, de moyens humains et matériels.»

Les citoyens sont méfiants car il y a des têtes qu'ils ont assez vues et qui ne sont pas crédibles à leurs yeux. Ils se disent : «Est-ce que ces candidats sont capables de nous représenter, de défendre nos droits ? Sont-ils capables de légiférer, de s'opposer quand il y a lieu de l'être pour notre intérêt ?»

Et d'ajouter : «Cette profusion de partis sans ancrage est voulue. Le ministre de l'Intérieur a annoncé que son département va accorder d'autres agréments à d'autres partis. C'est une parodie de la démocratie, car une vraie démocratie repose sur un pouvoir, un contre-pouvoir et une opposition forte, nous ne sommes pas dans ce schéma. Il y a une volonté de discréditer les partis, et cela a commencé il y a bien longtemps. On a nourri après l'indépendance une culture visant à dire que le mouvement national a échoué. On l'a fait avec Ferhat Abbas et tant d'autres.»

Concernant les profils des candidats, Nasser Djabi estime que «la crise que vivent les couches moyennes salariées qui étaient proches des élections a fait que ces couches ont terriblement régressé. Ces couches étaient majoritairement constituées d'enseignants, mais leur statut social s'est effondré au profit de nouvelles catégories sociales comme les avocats, les médecins privés, les cadres de l'Etat, les commerçants et les entrepreneurs. Ce sont les nouveaux riches qui peuvent mettre de l'argent dans une campagne».

N. S.